

Baromètre Social Assises 2026

Comme chaque année cette 12^{ème} édition du Baromètre social des Assises du journalisme a été réalisée avec l'aide de *La Correspondance de la presse*, de la CCIPJ, des syndicats SNJ, SNJ-CGT et CFDT-journalistes.

Les statistiques :

En 2025 il y avait 34 029 journalistes salariés détenteurs de la carte de presse (hormis les directeurs).

Il y avait 16 701 femmes parmi eux soit 48,57%, nous restons toujours en deçà de la parité.

Parmi ceux-ci 10 263 étaient dans des statuts précaires (piges, CDD, demandeurs d'emploi) soit 30,15%.

6727 avaient 30 ans ou moins de 30 ans soit 19,7% de l'ensemble. Parmi eux 52,3% étaient des femmes. 61,2% étaient avec un statut précaire.

Du point de vue de la répartition géographique, l'Île de France est toujours loin devant avec 54,38%, suivie de la Bretagne, mais à 4,3%, devant les Pays de Loire, puis l'Aquitaine.

Les principaux événements sociaux :

Agences : _____

AFP :

Plan d'économie, suite aux tensions sur les recettes (diminution de clients : Voice of American, Meta... mais surtout dégradation des modèles économiques de l'ensemble des clients médias) : Plan d'incitation au départ à la retraite et de réduction des coûts des journalistes expatriés (-10%). Le plan de départ à la retraite vise au non remplacement de 50 à 70 départs en retraite. Concernant les expatriés, remplacement de contrats siège d'expatriés par des contrats locaux,

[EN]QUÊTE DE VÉRITÉ

[ENTRÉE LIBRE]

19^e ASSISES DU JOURNALISME
TOURS

PALAIS DES CONGRÈS •
SALLE THÉLÈME •
PALAIS DE JUSTICE •
HÔTEL DE VILLE •
BIBLIOTHÈQUE CENTRALE •

concernant 20 postes d'expatriés (question des avantages hors salaires des contrats siège et région). Deux nouveaux statuts seraient appliqués pour les expatriés : « Mobilité plus » avec les avantages actuels. « Mobilité », avec un système de primes et contrat local. L'objectif serait de diviser le nombre d'expatriés, avec les contrats Mobilité plus, par 3 passant 270 à 80 (essentiellement des cadres).

Piste d'utilisation d'outils de traduction automatique du côté des langues. Idem pour le travail de veille des desks d'édition avec recours à l'IA. Dans le projet de budget 2026 : « moderniser les systèmes et exploiter pleinement le potentiel de l'IA.

A noter l'impact social et humain négatif, si l'on en croit les résultats de l'étude du cabinet Sextant (ainsi qu'une alerte de l'Inspection du travail), faisant état d'un risque « d'épuisement professionnel », terme officiel du burn-out, pour un quart des journalistes.

Presse Quotidienne Nationale :

La presse quotidienne nationale, se distingue du paysage assez morose de l'année 2025, par deux annonces prometteuses :

Le Monde :

En 2025 le titre a réalisé 52% de son chiffre d'affaires en numérique, alors que l'effectif de la rédaction continue de progresser pour atteindre 570 journalistes en CDI, après être tombé à 310 en 2010. Signal fort le journal est engagé dans une réorganisation de la rédaction, dans laquelle c'est une équipe dédiée de 25 personnes qui finalise l'édition imprimée, alors que deux hubs réalisent les différents contenus numériques avec l'un destiné au temps court (en continu) et l'autre temps moyen pouvant y compris intégrer du long.

Le Figaro :

Résultats satisfaisants du titre dont le chiffre d'affaires est à 50-50 print et numérique (300 000 abonnés purs numériques). 60% des revenus lecteurs / 40% publicitaires. Ce qui n'empêche pas un Plan de Départs Volontaires de 15 postes, doublé d'un Plan sénior de 15 postes.

Mais :

L'Equipe :

Situation tendue et conflictuelle, avec judiciarisation des relations sociales, à propos de l'organisation de la rédaction. La direction met en avant des recrutements : 13 personnes, dont 6 CDIisation au Desk numérique, 2 postes dans la verticale Lifestyle, 1 journaliste en data visualisation et 1 graphiste web. Mais sur un fond de tableau, où tous les départs en retraite ne sont pas remplacés, sans compter un recul du secteur édition, où 6 postes sont vacants, en dépit d'une annonce de l'embauche de 3 CDI seulement. Les syndicats dénoncent de leur côté un recul du nombre de journalistes sur la longue période, en dépit de la diversification des supports et formats, soit 338 journalistes (dont 336 CDI) en 2010, 333 en 2015, 302 en 2020, 294 (273 CDI) en 2025. Soit un recul sensible du nombre de CDI (-63).

20 Minutes :

Suite au PSE de fin 2024, 56 postes sont supprimés, dont 26 journalistes. Celui-ci est suivi de la création de 10 postes dont un journaliste et 9 postes supports (cadreurs/monteurs, community managers, SEO, Adops, CRM/C2C). Soit une mue de *20 Minutes*, vers la vidéo, dans la perspective d'une convergence avec *20 Minutes TV*. Au terme de ce processus la rédaction de *20 Minutes* compte 60 journalistes, alors qu'elle en comptait 85/86.

Le rachat des parts de *Ouest-France* par Rossel devrait donner lieu à l'ouverture d'une clause de cession en 2026.

Presse Quotidienne Régionale :

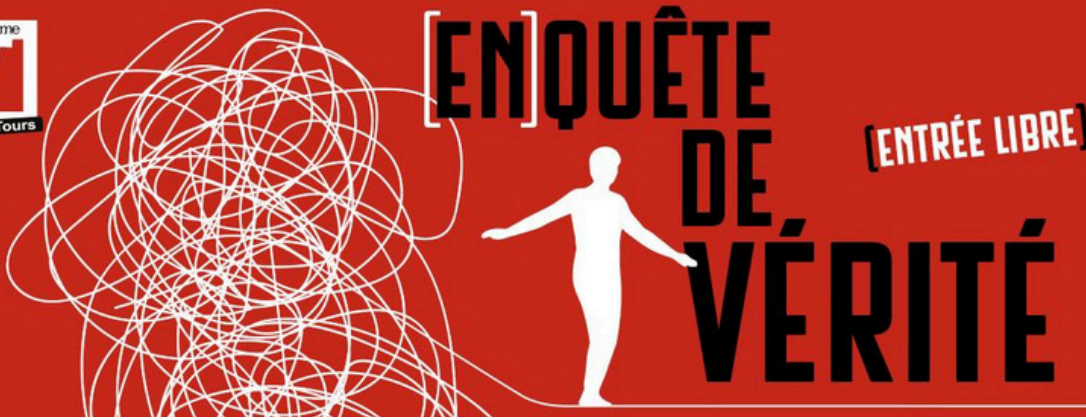
Le Parisien :

Dans le cadre d'un GEPP, suppression de 29 postes, départs sur la base du volontariat. La direction dit : « ne pas trouver de modèles économiques et fait face à de lourdes pertes » (30 M€ en 2024). Après un plan de départ en 2020. Grève début mars. Les fonctions supports sont aussi touchées au *Parisien* et aux *Echos* conduisant à 54 départs au sein du Groupe Les Echos – Le Parisien. L'accent mis sur le numérique, avec la création d'une rédaction en chef centrale « web first », ainsi que le renforcement des desks, dont un desk Ile-de-France et un desk sport.

Pôle Picardo-Normand de Rossel :

Au *Courrier Picard*, annonce d'un PSE concernant 20 salariés, dont 14 journalistes : 14 éditeurs en CDI + 2 CDD, ainsi que 3 rédacteurs en chef adjoints (sur 5). Motion de défiance, vis-à-vis de Rossel et de David Guevart. Grève début mars. Cette réorganisation est à resituer dans le cadre du pôle Picardie – Normandie du groupe Voix du Nord – Rossel. *Paris Normandie* ayant connu la même transformation avec la suppression de l'édition qui employait 12 journalistes dont 11 CDI. Pour mémoire l'effectif de *Paris Normandie* sur la période 2021 – 2025 passe de 84 CDI à 68.

Est éclair : Suppression de 3 postes de journalistes, soit 2 CDD non renouvelés et un transfert du CDI « agriculture » à *L'Union*.



Apropos de la Presse Quotidienne Régionale, la même année s'arrête la chaîne detélévision locale à Lille Weo, par La Voix du Nord-Rossel, ainsi que plusieurs fréquences de Via Occitanie pour le groupe La Dépêche du midi ; alors que Ouest-France installe Novo 19, comme chaîne nationale et plateforme streaming et vidéos.

PHR :

Groupe Centre France :

Le Pays Roannais : Fortement restructuré, suite à une forte baisse de diffusion, avec disparition de l'édition « Entre Loire et Rhône », fermeture des agences de Tarare et Montbrison. Licenciement d'un rédacteur en chef, un chef d'édition, trois journalistes et deux employés de presse. Les problèmes du titre mettent en péril la filiale hebdo du groupe Centre France (Centre France Hebdos). Projet de transformation en bi-hebdomadaire).

Le Gazette de Thiers et d'Ambert : Supprimée en tant que titre imprimé autonome et intégré dans l'édition locale de *La Montagne* (cahier spécial : La Montagne de Thiers).

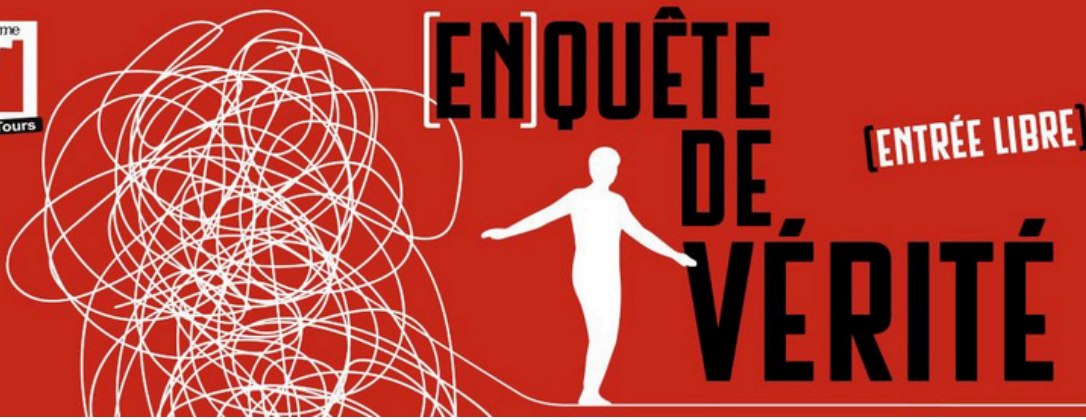
Groupe Actu :

Arrêt de l'impression pour six hebdomadaires locaux du groupe : *L'Eveil de Lisieux*, *La Croix de l'Aude*, *La Croix de l'Hérault*, *La Croix des Pyrénées-Orientales*, *La Voix du Gers* et *L'Echo du Tarn*, anticipant largement la disparition des titres, faute de rentabilité.

Magazines :

Des plans visant à diminuer les effectifs journalistes :

Prisma Média : _____



Situation qui se dégrade très rapidement chez Prisma média du point de vue de l'emploi avec des plan de licenciements qui s'enchaîne depuis le rachat du groupe par Vivendi en 2021, processus qui apparaît parallèle au reflux brutal des diffusions de l'ensemble des titres.

De 2021 à 2025 les rédactions passent de 380 CDI à 300.

Septembre 2024 : Ruptures conventionnelles collectives (RCC) de 61 postes, qui conduisent à 31 départs, dont 10 journalistes.

Septembre 2025 : PSE de 54 postes (dont 52 départs volontaires) dont 27 journalistes. Ce PSE est annulé par le Tribunal Administratif de Pontoise. En appel à la Cour d'appel administrative de Versailles.

Novembre 2025 : Clause de conscience ouverte à *Capital* suite au déménagement dans les locaux de CNews, Europe 1 et *JDNews*, conduisant actuellement à 12 départs.

Décembre 2025 : annonce d'un PSE à venir au 2^{ème} trimestre 2026 qui devrait toucher de 210 à 220 postes.

Mars 2026 : vente du pôle luxe (Harpers bazart, Milk, Côté maison...) avec transfert à Vivendi, qui concerne 50 journalistes.

30 mars 2025 : Annonce aux représentants du personnel d'un plan de suppression de 261 postes, dont 90 journalistes soit 40% de l'effectif total. Simultanément plusieurs arrêts de titres sont annoncés, dont *Dr Good*, *Mini-loup* et *Dora...*

CMI France :

Annonce d'un projet de plan social visant 87 postes dans les différents médias du groupe (*Elle*, *Marianne*, *Franc-Tireur*, T18...). D'abord sous forme de Plan de Départs Volontaires. Dans un contexte de baisse de diffusion et de la publicité.

[EN]QUÊTE DE VÉRITÉ

ENTRÉE LIBRE

Le groupe a par ailleurs cédé son secteur people (*Ici Paris* et *France Dimanche*) à Prisma presse, ainsi que *Télé 7 jours* à Bauer Media.

Concernant *Marianne* – propriété de CMI, après plusieurs tentatives de cession - suite à l'arrivée Frédéric Taddei comme directeur du magazine sur 55 journalistes, 25 demandes de clauses de conscience pour les CDI. Auxquels s'ajoutent 12 départs de pigistes réguliers (dont 4 dessinateurs). Deux mises à la retraite contraintes dans les CDI, ainsi que deux dans les pigistes réguliers.

Première :

Placé en redressement judiciaire. Propriété du groupe Hildegarde. Le titre emploie 13 salariés. Dans l'attente d'un plan de redressement. Recul de la diffusion de 9,25% en 2024.

Le Point :

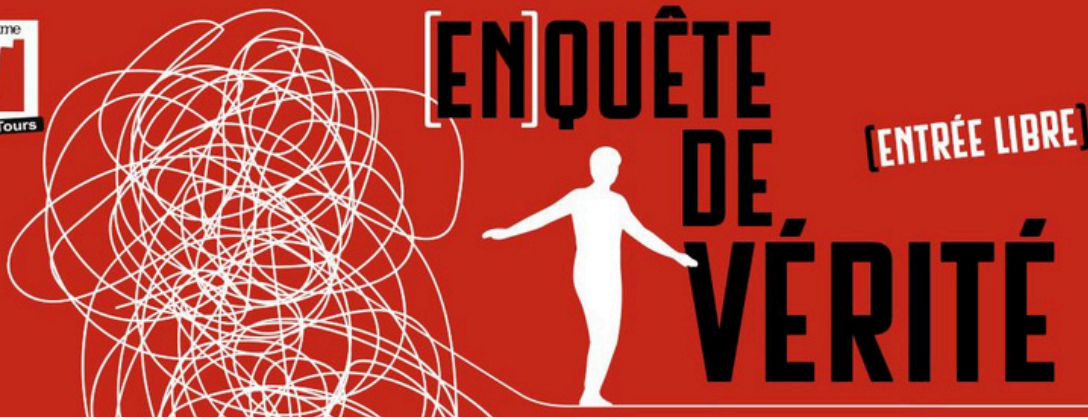
Plan de sauvegarde de l'emploi avec 24 suppressions nettes de postes. 30 suppressions de postes dans le secteur correction – révision. Création de 6 postes, dont 3 de réviseurs travaillant avec l'IA. Priorité à l'enquête – reportage, plutôt qu'audience, selon la direction.

Play Bac :

Réduction d'effectifs, avec 8 licenciements de journalistes sur 26 journalistes équivalents temps plein. En rapport avec la réorganisation contrainte de *L'Actu*, qui passe en numérique au quotidien et hebdomadaire en version imprimée, suite aux hausses de coûts postaux et une suppression d'aide à la presse (QFRP).

Unique Heritage Presse :

Le groupe de presse jeunes, comprenant les magazines de Fleurus et Disney, touché par le non renouvellement de la licence des titres Disney, supprime 36 postes, dont 25 journalistes.



Nombre de placements en redressement judiciaire :

Le Nouvel économiste : Placé en redressement judiciaire (janvier 2026) avec recherche d'un repreneur. Plusieurs candidats à la reprise, avec possibilité de réorientations substantielles.

Le Revenu : Placement du groupe, qui édite un magazine et deux lettres spécialisées, en redressement judiciaire (mi-mars). 33 salariés.

Artclair Editions : Placement en redressement judiciaire de l'éditeur du *Journal des Arts* et de *L'œil*. Recherche de solution d'organisation et refinancement en interne.

Air et Cosmos : Mise en redressement judiciaire, au regard de l'endettement. Emploi 10 salariés.

Nombre de disparitions de titres :

Forbes France : Arrêt du titre économique, licence américaine, par le groupe éditeur, 360 Business Media.

Groupe Entreprendre : Liquidation judiciaire du groupe (ex Lafont presse) et de son actionnaire le groupe Danae. Publiant une quarantaine de magazines de niches (*Entreprendre, Journal de France, Foot, Crimes Magazine...*). Certains de ces titres pourraient être relancés par France Média Groupe, qui a obtenu une licence d'exploitation d'une trentaine de ses titres.

Avant-Scène Opéra : Arrêt du titre avec la cessation d'activité des Editions Premières Loges, filiale de Humensis.

Siné Mensuel : Arrêt du titre en mars 2026.

01Net : Arrêt du bimensuel qui employait 8 salariés, place en liquidation judiciaire.

Caraktère : Arrêt de l'entreprise, qui était en redressement depuis novembre 2024, faute de moyens financiers par chute des diffusions de titres spécialisés dans l'histoire militaire (*Batailles&blindés*, *Ligne de Front*, *Aérojournal*, etc.). La société employait 6 à 9 salariés.

Presse Pro :

Centre Inffo : Placement en redressement judiciaire de l'éditeur du *Quotidien de la formation* et de *Inffo Formation* (bimestriel), ainsi que des newsletters., activités numériques (webinaires, etc.).

Presse numérique :

Konbini :

Annonce d'un plan de licenciement d'un quart de la rédaction (8 journalistes salariés – sur 32) – licenciement économique collectif -, intervenant après une clause de cession qui avait déjà entraîné une perte de postes. Licenciement qui s'accompagne d'une baisse drastique du budget pige divisé par 3. Difficultés économiques de la presse en ligne (baisse du Display). L'activité du groupe étant pour moitié du brand content – production de sites en marque blanche. Groupe DC Company

Mademoizelle : EBRA a mis en sommeil le site Mademoizelle laissant ses pigistes à l'arrêt.

Radio :

Radio France :

Le Mouv' : Arrêt sur la FM, puis le DAB+ du Mouv', qui entraîne le non renouvellement des CDDU et de 3 journalistes pigistes.

Ici - Paris-Ile-de-France : fusion avec Ici Réseau, entraînant le redéploiement de postes de reporters à la brigade reportage réseau, ainsi qu'au numérique.



[EN]QUÊTE DE VÉRITÉ

[ENTRÉE LIBRE]

19^e ASSISES DU
JOURNALISME
TOURS

PALAIS DES CONGRÈS •
SALLE THÉLÈME •
PALAIS DE JUSTICE •
HÔTEL DE VILLE •
BIBLIOTHÈQUE CENTRALE •

Eden Press : La fin du contrat avec Radio France pour mise en image des matinales de ICI : menace 48 journalistes éditeurs visuels, journalistes référents et éditeurs visuels adjoints.

Groupe Lagardère :

Mise en place d'une RCC (rupture conventionnelle collective) d'une quarantaine de poste sur 180, par le groupe Lagardère.

Binge Audio :

En redressement judiciaire la société de Joël Ronez supprimerait 8 emplois sur 20, dont des créateurs de podcast.

TV :

RMC-BFM :

60 personnes ont pris la clause de cession sur 800 journalistes, suite au rachat par CMA CGM (Rodolph Saadé). Le secteur digital particulièrement affecté celui-ci comptant 120 journalistes avant les clauses de cession.

Arrêt de BFM Paris , soit 27 journalistes en CDI (14 mars).

France Télévision :

Baisse de 6,3% des ETP entre 2019 et 2023 [9456 à 8825] lié au RCC mis en place entre 2019 et 2022. Entre 2014 et 2023, baisse de 13%. Compensé par l'emploi non permanent (CDD, pigue, intermittence) de 16% ; dont 6% pour l'intermittence.

France 3 : Dans un contexte de pression sur les budgets, les stations locales de France 3 devraient perdre 32 équivalents temps plein (ETP), concernant surtout les CDD. (Rapport Secafi) : « Compression silencieuse » des effectifs)

Via Occitanie :

[EN]QUÊTE DE VÉRITÉ

[ENTRÉE LIBRE]

19^e ASSISES DU
JOURNALISME
TOURS

PALAIS DES CONGRÈS •
SALLE THÉLÈME •
PALAIS DE JUSTICE •
HÔTEL DE VILLE •
BIBLIOTHÈQUE CENTRALE •

Le Groupe La Dépêche du Midi arrête la diffusion de quatre fréquences (Nîmes, Montpellier, Perpignan, Toulouse), faute de modèle économique viable., avec 13 licenciements sur 20 salariés, suite à l'abandon d'un projet d'accord avec BFM.

Wéo :

La télévision du groupe Voix du Nord - Rossel, placée en procédure de sauvegarde judiciaire. Arrêt de la diffusion de la chaîne le 25 janvier. Suppression d'une trentaine d'emplois de professionnels, dont 14 journalistes.

FOCUS : Quelle mutation pour la presse magazine ?

Elle fut un pôle de dynamisme et de prospérité pour la presse écrite en France, tout particulièrement dans les décennies 80 et 90. Comment allait-elle aborder la période de mutation et de puissantes turbulences qu'apportait l'arrivée du numérique avec l'Internet ? Force est de constater, après un quart de siècle, que ses deux points forts, l'achat par les lecteurs et l'attrait pour les annonceurs, n'ont pas résisté aux nouvelles pratiques d'information du public, comme à l'attraction des annonceurs pour les plateformes numériques.

Les grands perdants de la diffusion : rien que sur les dernières années les reculs sont sévères, avec -3,7% en 2025 selon ACPM, segment le plus impacté des médias d'information, après même 6,4% en 2023. Les reculs sur la longue période sont vertigineux, pour certaines familles de titres, à commencer par la presse télé et la presse féminine, qui tiraient le secteur, notamment en volume, avec des titres très populaires. Deux facteurs pèsent sur la diffusion, le premier concerne le recul tendanciel du nombre de points de vente. Le second pèse sur les abonnements, avec l'évolution défavorable des tarifs postaux (+7%).

	1987	2025	87/25
Télé7jours	3197000	631000	-80,26%
Femme Actuelle	1979000	284000	-85,6%
Paris Match	883000	386700	-56,2%
L'Express	555000	124500	-77,5%
Le Journal de Mickey	280000	48000	-82,9%
Capital	422000(1997)	69000	-83,6%

Un recul constant des ressources publicitaires : Les enquêtes BUMP-IREP révèlent un recul de -7,5% pour 2025 et même -10,5% au troisième trimestre.

Celui-ci est d'autant préjudiciable, que cette forme de presse était traditionnellement, largement financée par les annonceurs, certains segments plus que d'autres à l'image des féminins.

Soit d'un côté le retrait d'investisseurs majeurs. Celui-ci a pu prendre la forme de vente globale avec Emap, groupe qui se dissoudra par la suite à Mondadori-Fininvest ; ou encore de la cession de Prisma Presse par Bertelsmann à Lagardère-Vivendi ; Mondadori qui cèdera à son tour ses titres à Reword media. Le retrait des investisseurs peut prendre aussi la forme de cessions de nombreux titres, à l'image du groupe d'Arnaud Lagardère au profit notamment à CMI ou de LVMH. Certains titres passent de groupe en groupe à l'image de Télé 7 jours ancien fleuron de Lagardère Filipacchi, cédé à CMI, qui vient de le céder à Bauer, sans que jamais la diffusion ne se stabilise (quasiment -9% en 2025)

Pour les groupes actifs deux stratégies semblent s'imposer :

La première que l'on peut qualifier de low cost est concrétisée par Reworld média, et ses très nombreux titres (*Biba, Auto journal, Chasseur Français, Pleine vie, Sciences et vie*, etc.). L'objectif affirmé est de ne regrouper que 2 à 3 journalistes par rédaction, avec externalisation de la réalisation à des agences de contenu.

La seconde prend la forme d'un investisseur à motivation plus idéologique qu'économique, en l'occurrence Bolloré, avec le poids lourd Vivendi – Lagardère, dont les reculs de diffusion sont vertigineux (*Femme actuelle* : -8,9%, *Capital* : -10,47%, *Ça m'intéresse* : -9,62%, *Voici* : -10,65%, etc...).

Du point de vue de l'emploi journalistes, la presse magazine reste un gros employeur, le périmètre du seul SEPM représentant 15,98% de la profession.

[EN]QUÊTE DE VÉRITÉ

[ENTRÉE LIBRE]

19^e ASSISES DU
JOURNALISME
TOURS

PALAIS DES CONGRÈS •
SALLE THÉLÈME •
PALAIS DE JUSTICE •
HÔTEL DE VILLE •
BIBLIOTHÈQUE CENTRALE •

Il est cependant en recul, en même temps qu'il est traditionnellement profondément dominé par l'emploi à la pige. Ce que confirme la liste des commanditaires d'articles pour les collectifs de journalistes.

Le déclin de la presse magazine est un enjeu culturel et démocratique, c'était le média des banlieues et des milieux populaires. Elle était aussi l'assise économique du réseau de distribution de la presse imprimée.

Jean-Marie Charon (9 avril 2026)